



**HAL**  
open science

## Étudier le 6 février 1934

Yvan Combeau

► **To cite this version:**

| Yvan Combeau. Étudier le 6 février 1934. Expressions, 1994, 04, pp.61-99. hal-02399803

**HAL Id: hal-02399803**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02399803v1>**

Submitted on 9 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## ETUDIER LE 6 FEVRIER 1934

Yvan COMBEAU

I.U.F.M., Université de La Réunion

Le six février 1934 est une de ces journées parisiennes qui marque l'histoire contemporaine de la France. Depuis la Commune, la semaine sanglante, la France n'a pas connu de telles violences. Dans une situation de dépression économique (la crise mondiale touche durement le pays depuis la fin de l'été 1931) et d'instabilité ministérielle, l'affaire Stavisky depuis le 14 décembre 1933 est le prétexte à l'intensification des attaques contre les radicaux, axe de toute politique gouvernementale depuis les législatives de 1932 et des campagnes antiparlementaires des Ligues et de la presse d'extrême droite. En janvier, les manifestations des Ligues se multiplient dans la capitale. La démission de Chautemps, la désignation d'Edouard Daladier à l'Hôtel Matignon sont sans effet. Au contraire, la décision du nouveau président du Conseil de sanctionner Jean Chiappe, préfet de police de Paris, en le nommant résident général au Maroc accentue la pression et la mobilisation des ligues. Le six février, jour de l'investiture de Daladier, est l'occasion d'une grande manifestation.

Cette journée-événement est vécue et connue au travers d'une des premières mises en scène de l'information avec son espace, ses acteurs, ses relais (photographes, caméras, radio, journalistes). L'espace, le théâtre des opérations s'étend de la Concorde à l'Hôtel de Ville, des grands boulevards au Palais Bourbon. Carré magique où se retrouvent les principaux centres et pôles politiques de la République. A la Chambre des députés s'ouvre le débat sur l'investiture du nouveau cabinet composé par le radical-socialiste Daladier. A l'Élysée, Albert Lebrun, président aux faibles pouvoirs institutionnels, se tient informé des débats parlementaires. Le Palais est protégé par un cordon de forces de l'ordre. Certes, la présidence de la République n'est pas la cible de l'agitation nationaliste, mais Lebrun ne peut oublier la nuit agitée qu'a connu en janvier

1889 l'un de ses prédécesseurs après la victoire boulangiste. Le pouvoir politique de l'Hôtel de Ville est d'une toute autre nature. La droite nationale y détient la majorité<sup>1</sup> et ne ménage pas son soutien aux manifestations organisées par les ligues depuis la mort de Stavisky.

A ces acteurs s'ajoutent ce mardi six février: l'Action Française de Maurras, les Jeunesses Patriotes de Taittinger, la Solidarité Française de Coty, deux grandes associations d'anciens combattants (Union Nationale des Combattants de Lebecq, Association Républicaine des Anciens Combattants proche du P.C.F.), les Croix de Feu du colonel De La Rocque et...la Fédération des contribuables fondée par Large.

De 15 heures aux premières heures du 7 février, la place de la Concorde est le lieu stratégique face à la Chambre où se déroulent les premiers actes de pillage, de violence avant que les affrontements meurtriers n'opposent forces de l'ordre et manifestants sur le pont pendant toute la soirée et une partie de la nuit.

Le 7 au matin et le 8, la France découvre les réalités d'une journée sanglante. Les premières informations apparaissent dans les titres des "Unes", les articles rapidement rédigés et surtout les photographies (visages blessés, corps allongés dans l'hôpital de fortune qui s'installe au sous-sol de l'assemblée). Des clichés sur lesquelles la nuit qui entoure les personnages ajoute un élément supplémentaire d'inquiétude. La presse nationale, régionale et locale alimente les premières analyses. L'émotion est très forte dans tout le pays. La province observe une nouvelle fois une des fièvres parisiennes.

L'événement, car il s'agit bien d'un événement, doublement défini "par la rupture et par la connaissance"<sup>2</sup> avec sa différence et ses bruits, touche profondément et durablement le pays au point que les scrutins électoraux d'octobre 1934 (cantonales) ou de mai 1935 (municipales)<sup>3</sup> et plus encore les législatives de 1936 continuent d'opposer ceux du six contre ceux du douze février<sup>4</sup>.

Étudier cette journée c'est tenter de comprendre le moins incomplètement, le moins latéralement<sup>5</sup> son déroulement (historiens, éternels

1Les dernières élections municipales datent de mai 1929. Les scrutins partiels entre 1930 et 1933 confirment la majorité nationale, héritière des combats nationalistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

2Article de J. Lacouture, "L' Histoire immédiate", *La Nouvelle Histoire* (sous la direction de J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel), Paris, CEPL, Retz, 1978.

3Élection symbolique dans le V<sup>e</sup>me arrondissement avec la victoire de Paul Rivet, candidat du rassemblement antifasciste contre le conseiller sortant, Georges Lebecq, président de l' U.N.C..

4Référence à la manifestation qui le 12 février rassemble de chaque côté de la Place de La Nation socialistes et communistes.

5Voir ce qu'écrit Paul Veyne sur "le récit véridique", *Comment on écrit l'histoire*, Seuil, 1971

Fabrice!), mais aussi dégager sur près de 60 ans les moments de l'élaboration d'une connaissance dans la diversité des réflexions et des interprétations. En bref: que sait-on et comment le sait-on?

### La construction d'un savoir.

Tracts, photographies, slogans, interventions à la Chambre, articles de presse, déclarations constituent les premières traces de l'événement. Avant la fin de l'année 34 paraissent plusieurs ouvrages "d'histoire" (immédiate?), qui ont en commun d'accuser, de dénoncer un danger fasciste ou le crime d'un radicalisme assassin<sup>6</sup>. Ainsi Jacques Bainville dans un récit sur la Troisième République achève son livre et...le régime parlementaire par trois pages aux odeurs de "soufre" (Philippe Levillain)

*"Jamais, jusque-là, la République n'avait commis de faute vraiment capitale. Jamais elle ne s'était obstinée à conserver un gouvernement détesté. Jamais, surtout, elle ne s'était trouvée entre les mains de dirigeants aussi peu habiles. Charles X avait péri pour avoir gardé trop longtemps Polignac, Louis Philippe pour avoir renvoyé trop tard Guizot. Le 6 février 1934, par la faute d'une sorte de junte qui refusait de quitter le pouvoir, la République courut un péril qu'elle n'avait jamais connu. Elle provoquait elle-même l'insurrection en faisant tirer sur la foule, et l'appel historique surgissait du pavé rougi: "Aux armes, on égorge nos frères"<sup>7</sup>*

Parallèlement à ces premiers écrits, qui composent une fraction, un moment de notre documentation, se met en place une Commission d'enquête dont l'objet est de "rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues".

L'intérêt des travaux de la commission<sup>8</sup> d'origine parlementaire tient autant à la conception de sa mission, voire de l'histoire qu'au document imposant qu'elle élabore en quelques semaines.

Laurent Bonnefay<sup>9</sup>, président de cette Commission définit ses objectifs et les limites de son travail:

6J. Bayern, *De la boue au sang*, Paris, A.Messein, 1934.

G.Chériaux, *Concorde! Le 6 février 1934*, Paris, Denoël et Steele, 1934.

P.Henriot, *Le 6 février*, Paris, Flammarion, 1934.

G.Suarez, *La Grande peur du 6 février au Palais-Bourbon*, Paris, Grasset, 1934.

7Jacques Bainville, *La Troisième République, 1870-1935*, Fayard, 1935.

8Constituée à la proportionnelle d'après les résultats des législatives de 1932, la Commission compte 18 représentants du centre et de la droite et 26 de la gauche et l'extrême gauche (P.C.F. et P.U.P.).

9Député appartenant au groupe des républicains de gauche que préside Pierre-Etienne Flandin.

*"Travaux de recherche des causes pour éviter le retour des effets....D'un mot je résume notre effort: il doit être d'apaisement par la vérité et la justice<sup>10</sup>".*

Une Histoire utile avec ses leçons instructives, connaître pour ne pas reproduire ("plus jamais cela!..."). Le document doit-il apaiser les passions ?, accompagner le retour de Doumergue?

Dans la construction de notre connaissance, la Commission apporte réellement, pour reprendre la comparaison d'Henri-Irénée Marrou, au moteur à explosion de l'historien un carburant précieux de part la quantité et la qualité de la documentation rassemblée<sup>11</sup>.

Elle dépose sur le bureau de la Chambre un document composé de 13 volumes dont deux volumes contenant l'intégralité des séances tenues. Dans leurs conclusions les commissaires<sup>12</sup> corrigent une série de légendes et de rumeurs "que l'esprit de parti s'était efforcé d'accréditer"<sup>13</sup>. Ils affirment :

*-qu'il n'a été utilisé ni mitrailleuses, ni fusils mitrailleurs, ni mousquetons pour le tir à un moment quelconque par le service d'ordre.*

*-que des violences ou voies de fait ont été exercées sur les service d'ordre avant le premier tir de celui-ci.*

*-qu'on n'avait pas "dopé" les gardes républicains, gardes mobiles ou gendarmes en leur donnant de l'alcool ou un autre excitant.*

*-que des manifestants qu'on n'a pas pu identifier ont mis volontairement le feu au ministère de la Marine.*

*-que la colonne de l'U.N.C. n'a pas reçu de coups de feu du service d'ordre, soit à son premier passage, soit à son retour<sup>14</sup>.*

Autant de constatations votées à l'unanimité des commissaires.

La Commission ajoute surtout aux nombreux reportages de la presse une pièce essentielle dans la construction de ce passé proche. Source incontournable lorsque l'historien cherche à comprendre les faits et les intentions des forces en présence<sup>15</sup>.

10Allocation prononcée le 24 février 1934 en prenant ses fonctions.

11Treize commissaires de la droite parlementaire quittent la Commission avant la présentation du rapport final.

12S'y ajoute un travail réalisé après l'enquête par les *Cahiers des Droits de l'homme*, 10-20 octobre 1934.

13Laurent Bonney, *Les journées sanglantes de février 1934*, Flammarion, 1934.

14L.Bonney, op.cit., p.11.

15Serge Berstein note combien le travail de la Commission limitée par le temps n'a pas pu (voulu?) s'interroger sur les causes profondes de l'événement, *Le 6 février 1934*, Collection Archives, Julliard, 1975.

Le rapport apporte nombre d'indications précises, qui 60 ans plus tard, ne sont pourtant pas toujours connues ou admises<sup>16</sup>. Exemple: le bilan exact des morts et des blessés.

|                                | morts | blessés |
|--------------------------------|-------|---------|
| Population civile :            | 14    | 655     |
| armée et gardiens de la paix : | 1     | 780     |
| Total :                        | 15    | 1435    |

Les commissaires tentent de combattre "le choc de l'image" provoqué par la célèbre affiche de L'Écho de Paris, éditée par Henri de Kerillis (voir sa reproduction ci-dessous). Une affiche-interprétation (le sang des anciens combattants sur le pavé de Paris) accompagnée de cette légende fallacieuse:

Ce sont des Anciens Combattants sans armes qui criaient:

"A BAS LES VOLEURS! VIVE LA FRANCE"

que le cartel a fait tuer le 6 février 1934.

Les mots, les milliers de mots des volumes de la Commission peuvent-ils oblitérer une telle image? Qu'apporte la précision du chiffre<sup>17</sup> contre "Daladier l'assassin", la rigueur des faits opposée "aux mitrailleuses radicales contre les poilus de 14"?

Pourtant, l'affiche est d'autant plus trompeuse que Georges Lebecq, président de l'U.N.C. ou De La Rocque écrivent à la Commission pour lui confirmer qu'aucun membre de leurs associations n'a été tué.

Faits et chiffres ne sont ni reconnus ni admis par plusieurs organisations et ligues. La commémoration des événements, le 6 février 1935, sous l'égide de l'association créée par Darquier de Pellepoix ou les écrits d'un Jacques Bainville pérennisent ces "légendes". Et trente années plus tard, Henry Lémery peut, veut surtout encore écrire, que "sur cette foule désarmée, le service d'ordre, affolé, tire. Les anciens combattants tombent sous le feu des mitraillettes et la nuit descend sur Paris ensanglanté. Il y a vingt deux morts et un millier de blessés"<sup>18</sup>

<sup>16</sup> "Les gardes mobiles interviennent et il y a vingt morts", in Pascal Gauchon (dir), *L'Épreuve d'Histoire à l'entrée de Sciences-Po*, Ellipses, 1985.

<sup>17</sup>Un décompte des chargeurs et du nombre de balles tirés par les gardiens de la paix, les gardes mobiles, les gendarmes et les gardes républicains de Paris. Voir L. Bonnefay, op.cit, p.168 à 171.

<sup>18</sup>Henry Lémery, *D'une République à l'autre, souvenirs de politique 1894-1944*, Paris, Table Ronde, 1964. Député, puis sénateur, Henry Lémery entre dans le gouvernement Doumergue en 1934 et il est chargé en 1940 par Vichy du portefeuille des Colonies.

## Émeutes ? Complot ? Putsch ?

Derrière la masse de données de ces treize volumes se profile le débat sur l'interprétation. Comment qualifier cette journée? Les mots préjugent des intentions des acteurs et des explications de l'historien.

Les acteurs ont eux mêmes participé dès janvier à ce débat sémantique. Ils ont été les premiers à définir leurs actes, à leur attribuer un sens (défense d'une nation ou d'une République).

Le front populaire dans son processus de constitution (un rassemblement antifasciste avant d'être anticapitaliste) sur deux ans et dans son action gouvernementale (interdiction des ligues, dissolution du P.S.F.) est une réponse au "complot", "à la menace fasciste" du six février. Vichy est "six années après" selon l'expression finale du livre de Chavardès<sup>19</sup>: l'aboutissement, le couronnement le 10 juillet 1940 d'un projet antiparlementaire et antirépublicain.

"Mauvais complot" selon Brasillach qui voit surtout dans le six février "une instinctive et magnifique révolte...une nuit de sacrifice, qui reste dans notre souvenir avec son odeur, son vent froid, ses pâles figures courantes, ses groupes humains au bord des trottoirs, son espérance, invincible d'une révolution nationale<sup>20</sup>".

En 1939, Thierry Mounier exprime toute la déception d'une jeunesse "non conformiste des années tournantes".

*"Une sale petite émeute néfaste...il (le 6 février) a crispé les forces vivantes apparentées à la droite sur l'aventure décevante des Ligues...a enlisé les forces vivantes apparentées à la gauche dans le marais du Front populaire, parlementaire et politicien. Il a ainsi neutralisé les deux réserves dont aurait pu sortir, non pas certes une unanimité truquée, mais une formation d'équipes sans préjugés qui eut brisé les inerties héréditaires"*<sup>21</sup>

<sup>19</sup>M. Chavardès, *Le 6 février 1934, La République en danger*, Calmann-Lévy, 1966.

<sup>20</sup>Extrait cité par G.Duhy, *Histoire de la France*, Larousse, 1977. L'auteur utilise le même titre pour évoquer l'émeute de février et le front populaire: révolution manquée. L'expression renvoie respectivement aux propos de Robert Brasillach et Daniel Guérin.

<sup>21</sup>J.L. Loubet Del Bayle, *Les non-conformistes des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée française*, Seuil, 1969.

En 1947, le débat est rouvert dans un tout autre contexte lorsque l'assemblée récemment élue installe une nouvelle Commission d'enquête. 1947, l'événement est mis en perspective, étudié, interprété au travers du prisme de Vichy. Le six février apparaît d'abord comme l'émeute qui fait pour la première fois de Philippe Pétain un ministre. Dans ce même cabinet Doumergue né de la rue entrent aussi ces futurs dignitaires vichyssois Laval, Marquet, Étienne Flandin. Vichy n'est-il pas la revanche des hommes du six février sur le Front populaire? Darquier de Pellepoix (président de l'association des blessés du six février) occupe de 1942 à 1944 les fonctions de commissaires aux questions juives, Jean Chiappe est nommé gouverneur général du Levant.

*"Les manifestants du 6 février forment une sorte de mafia; ce sont des "gens bien" que l'on peut recommander pour un emploi<sup>22</sup>".*

En 1947, l'approche du mouvement des Croix de feu et l'action de son leader charismatique est autre. Après une courte période de ralliement à Vichy, De La Rocque adopte une attitude anti-allemande. Arrêté par la Gestapo, déporté à Eisenberg puis à Itter, il meurt le 28 avril 1946<sup>23</sup>.

Si la première Commission et son président utilisent fréquemment le terme d'émeute, la nouvelle Commission mise en place par l'Assemblée Nationale le 8 août 1947 lui préfère un autre vocabulaire illustré par le rapport du socialiste Charles Serre:

*"Le 6 février a été... un attentat contre le régime. On a voulu, par un mouvement de soulèvement populaire, disperser les députés, s'emparer de la salle des séances et proclamer à l'Hôtel de Ville de Paris un gouvernement autoritaire.... On n'est pas en présence d'une manifestation spontanée, mais d'une véritable insurrection, minutieusement préparée."<sup>24</sup>*

Un langage où se retrouve tout ou partie du discours de la gauche française, qui s'appuie sur plusieurs témoignages<sup>25</sup> dont la célèbre lettre écrite en avril 1934 à la Commission par de Dumoulin de la Barthète, membre des Jeunesses Patriotes, futur membre du cabinet du Maréchal.

La gauche désigne les principaux responsables: les "topazcs" factieux

22Robert O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Seuil, 1973.

23Sur l'histoire des Croix de Feu puis du P.S.F. se reporter aux livres de Ph. Machefer, *Ligues et fascismes en France*, P.U.F., 1974 et Ph. Rudaux, *Les Croix de Feu et le P.S.F.*, France Empire, 1967.

24Texte cité par Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Payot, 1965.

25Les déclarations de deux élus Armand Massard et Lionel de Tastes.

26François Goguel, *La politique des partis sous la III<sup>ème</sup> République*, Seuil, 1946.



du conseil municipal de Paris. Organisé en Comité de Salut Public, la majorité nationale rédige quelques heures avant de se diriger par la rive gauche vers la Chambre un appel à la mobilisation, à l'insurrection.

CONSTATANT LE DIVORCE COMPLET ENTRE LE PARLEMENT  
ET L'OPINION PUBLIQUE  
LE PEUPLE DE PARIS PROCLAME DEVANT L'AUGMENTATION  
DU GACHIS ET L'IMPUISSANCE DE NOS REPRÉSENTANTS (sic)  
LA DÉCHÉANCE DU PARLEMENT  
IL FAIT APPEL AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
POUR ASSURER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE  
LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE  
LA NÉCESSITÉ  
S'IMPOSE D'UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE  
QUI ASSURE LE REDRESSEMENT NATIONAL  
LE CALME REVENU,  
ON POURRA PROCÉDER A DE NOUVELLES ÉLECTIONS  
EN ATTENDANT, TOUS LES BONS CITOYENS  
DOIVENT SE CONSIDÉRER COMME ALERTÉS

CONTRE LA TYRANNIE DES LOGES  
L'INSURRECTION  
EST LE PLUS SACRÉ DES DEVOIRS  
Le comité de Salut Public

Les historiens demeurent pourtant en retrait sur les conclusions de la Commission. François Goguel tout comme Arnold Toynbee parlent toujours d'émeute<sup>26</sup>. Mais c'est René Rémond, jeune historien de 36 ans, qui en 1954 se fait le plus formel détracteur des options prises par Charles Serre dans un livre décisif et novateur dans l'histoire du politique La Droite en France, de la première Restauration à la Vème République. Il importe de bien replacer cet extrait si souvent cité<sup>27</sup>. Dans un paragraphe consacré aux Liges, l'auteur réfute l'idée d'un fascisme français et resitue le six février comme une des expressions d'antiparlementarisme qu'a connu la France depuis Boulanger.

*"Le 6 février n'est pas un putsch, pas même une émeute, seulement une manifestation de rues que l'histoire aurait déjà oubliée si elle n'avait tourné tragiquement et si la suite des événements ne lui avait rétrospectivement restitué une importance sans commune mesure avec sa portée véritable."*

<sup>26</sup>François Goguel, *La politique des partis sous la IIIème République*, Seuil, 1946.

<sup>27</sup>Le texte relevé est souvent cité dans les manuels scolaires actuels bien que l'auteur ait corrigé sa position dans la réédition du livre.

La phrase isolée de son contexte justifie la remarque de Georges Lefranc: "Charles Serre pousse peut-être trop loin son interprétation. Mais M. René Rémond semble tomber dans l'excès inverse"<sup>28</sup>,

Le propos de René Rémond a tout au moins le mérite de remettre à plat le débat. Encore faut-il pour bien entrer dans ce débat sur l'interprétation du six février définir ce qui est observé et jugé. L'angle d'observation et le moment de l'analyse sont des paramètres déterminants et expliquent une partie du différend. S'agit-il de débattre de la composition des divers cortèges sur les lieux de rassemblements en début de soirée, de la nature des violences ou des effets de la journée?

Les manifestants représentent des motivations diverses. A ne regarder que le mouvement des anciens combattants, comment associer les membres de l'A.R.A.C., proche du Parti communiste et de l'U.N.C., qui se livrent aussi ce soir là à une surenchère dans la défense des intérêts des anciens soldats de la grande guerre<sup>29</sup>? Si les membres de l'A.R.A.C. manifestent contre le nouveau président du Conseil, contre la corruption, ils viennent aussi dénoncer les relations amicales de Rossignol, ancien président de l'U.N.C., avec M. Alexandre (Stavisky). Oppositions et concurrences caractérisent également les relations des Croix de Feu et de l'Action Française<sup>30</sup>. L'examen des intérêts, des objectifs, des stratégies internes, voire des slogans conforte l'approche de René Rémond sur une absence d'unité dans la démarche.

De ce point de départ aux premières heures du mercredi 7 février, l'étude est d'une toute autre nature. Les saccages dans les Tuileries, sur la place de la Concorde se sont transformés en affrontements sanglants et meurtriers. Les forces de l'ordre font face à des manifestants armés, décidés à en découdre. Les ligueurs de l'Action Française, des Jeunesses Patriotes ou de la Solidarité Française mènent un véritable combat de rue; difficile de ne pas parler de pressions, de combats préparés et organisés pour chacun de ces mouvements

Enfin, au regard de la démission de Daladier le lendemain, les manifestations du six février prennent des allures de manœuvres concertées alliant la pression de la rue, les conseillers municipaux de Paris proches de Chiappe (François Goguel parle de vendetta dirigée contre Daladier<sup>31</sup>) voire certains services des Renseignements Généraux (rumeurs exagérées). Quelques constatations simples enlèvent définitivement à la journée tout caractère de spontanéité. La date des rassemblements est précisément déterminée en fonction du débat d'investiture. Les lieux de rassemblements sont autant de points (rive

28G.Lefranc, *op.cit.*, p.19.

29Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, 3 vol, F.N.S.P., 1977.

30Sur ce point lire Eugen Weber, *L'Action Française*, Fayard, 1985.

31François Goguel, *op.cit.*, p.488. L'auteur joue aussi sur les origines corses de l'ancien préfet de police.

32Interventions et interpellations de plusieurs députés de droite n'ont qu'un objectif: prolonger la

gauche, rive droite) qui composent un cercle autour de la Chambre. De l'heure du départ des cortèges et des conseillers municipaux parisiens aux interventions de plusieurs parlementaires de droite<sup>32</sup>, tout est fait pour que convergent aux abords du Palais Bourbon des milliers de manifestants au moment du vote d'investiture. La non spontanéité de l'événement ne conduit pas à préjuger de l'issue de la soirée. L'inconnu réside justement dans les effets d'un tel moment où sont réunis aux côtés d'éléments décidés à agir les nombreux badauds et curieux.

Revenons au livre de René Rémond. Il met l'accent sur le contraste des cortèges et s'attache à retrouver sur la longue durée la tradition d'une droite bonapartiste. L'auteur refuse à juste titre de voir dans cette journée une version française de la marche sur Rome. Il inscrit la journée dans cette permanence antiparlementaire dont témoignent les slogans ("A bas les Voleurs"), les insignes (badge "Je suis pas député"), quelques projets particuliers (volonté de "fesser les députés"). En cela le discours de René Rémond exprime un rejet, une rupture avec une explication de l'événement (coup de force fasciste, complot) que de nombreux historiens marxistes continuent de développer dans les années cinquante et au delà<sup>33</sup>, reprenant la trame d'une version officielle exposée par Maurice Thorez dès 1949 dans son livre *Fils du peuple*:

*"Depuis longtemps, la réaction avait constitué ses ligues. Le fascisme voulut exploiter l'affaire Stavisky...Se livrant à une démagogie effrénée, le fascisme se montra brusquement à visage découvert. Le 6 février 1934, les émeutiers fascistes se ruèrent à l'assaut du Palais Bourbon".*

Jacques Duclos dans son *Histoire du Parti communiste français* ne dit pas un mot du rôle de l'A.R.A.C., mais insiste sur la mise en évidence le six février de la réalité du péril fasciste.

"L'apparition des bandes armées, leurs violences, leurs mots d'ordre haineux contre la classe ouvrière et les institutions républicaines, leur collusion avec les forces sociales et politiques les plus réactionnaires éclairèrent les masses sur la nature réelle du fascisme<sup>34</sup>".

En 1972, dans un ouvrage collectif, Claude Willard, présenté dans plusieurs manuels scolaires comme l'historien de "l'interprétation marxiste" écrit:

*"Quels étaient, le 6 février, les objectifs majeurs des ligues ? S'emparer directement du pouvoir ? Peut-être pour certaines. Mais, pour la plupart, n'était-*

<sup>32</sup>Interventions et interpellations de plusieurs députés de droite n'ont qu'un objectif: prolonger la séance commencée à 15 heures.

<sup>33</sup>Voir ci dessous l'analyse des manuels d'Histoire des classes de premières.

<sup>34</sup>J. Duclos, *Histoire du Parti communiste français* (manuel), Editions Sociales, 1975.

<sup>35</sup>R. Rémond, op.cit., p.217.

*ce pas d'abord d'imposer la capitulation, en rase campagne, de la gauche, du "cartel" victorieux aux élections de 1932? N'était-ce pas ensuite d'installer au pouvoir un nouveau Brüning qui ouvre la porte au fascisme".*

L'élément de phrase ("Pas un putsch, ni même une émeute") qui retient l'attention et cristallise le débat participe de cette idée axiale que les participants n'ont pas établi de manière concertée un projet commun

*"Rien ne prouve qu'un objectif précis ait été déterminé en commun: bien au contraire, chaque organisation a son point de rassemblement et met un soin jaloux à éviter de se confondre avec les autres"<sup>35</sup>.*

Ce qui pose problème et justifie l'expression de Lefranc vient de ce que l'émeute est exactement par définition ce soulèvement populaire spontané et non organisé avec cris et affrontements que décrit R. Rémond. Et l'auteur dans un développement précédent à lui même utilisé le mot pour relever que "rien n'a autant fait pour accréditer l'idée d'un péril fasciste que ce soir d'émeute parisienne"<sup>36</sup>.

La réflexion de René Rémond sur l'événement connaît d'ailleurs quelques inflexions<sup>37</sup>. Il publie en 1959 un long article sur les explications de l'événement. En 1966, il rédige en compagnie de P. Chaunu et A. Marcet un manuel Hatier destiné aux élèves de Terminales où la journée est qualifiée à deux reprises d'émeute dans le texte et le commentaire d'une photographie<sup>38</sup>. Une rédaction distincte du classique manuel Malet-Isaac des classes de Terminales<sup>39</sup> des années cinquante dans lequel le six février est présenté comme un "coup de force contre la République parlementaire"<sup>40</sup>.

Mais surtout, René Rémond modifie son texte original quand il le reprend près de 30 années après<sup>41</sup>. La réédition paraît avec un paragraphe entier sur le 6 février et une petite correction riche de sens.

35R. Rémond, *op. cit.*, p. 217.

36R. Rémond, *op. cit.*, p. 216.

37La place de l'événement dans la vie de l'auteur n'est pas indifférente. Il écrit dans une autobiographie parue dans *Essais d'ego-histoire*, P. Nora (dir), Gallimard, NRF, 1987: "Je suis véritablement né à la conscience politique avec l'hiver 33-34: l'affaire Stavisky, la soirée du 6 février, la mort du conseiller Prince".

38L. Genet, inspecteur Général dirige ce groupe rédactionnel qui élabore *Le Monde contemporain*, manuel des classes de Terminales, Hatier, 1966.

39Jules Isaac, Inspecteur général honoraire, "*Histoire Contemporaine 1852-1939*", Hachette, 1953.

40Manuel Malet-Isaac p. 572.

41R. Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1982.

42S. Bernstein, "Le 6 Février 1934", Archives, Gallimard-Julliard, 1975, 255p.

*“Le 6 février n’est pas un putsch, à peine une émeute, simple manifestation de rues que l’histoire aurait oubliée et qui aurait très vite été effacée de la mémoire collective si elle n’avait tournée tragiquement: la suite lui a conféré rétrospectivement une portée sans commune mesure avec l’importance initiale des faits: ce n’est pas le seul cas de distorsion entre la réalité et le symbole”.*

Une réponse à l’interrogation posée quelques lignes auparavant:

*“Mythe ou réalité? La discussion sur la réalité d’un fascisme français gravite autour de quelques points controversés: ceux là mêmes qui sur le moment, ont le plus fait pour en accréditer l’idée. C’est d’abord un épisode qui marqua profondément les esprits: la soirée du 6 février- réservons pour l’instant la question de savoir comment il convient de l’appeler, émeute ou putsch.....”*

En trente années, le livre de Serge Berstein a certainement clarifié de nombreux aspects de cette journée et parmi d’autres les travaux de Raoul Girardet et Zeev Sternhell ont inscrit l’événement dans de nouvelles problématiques.

## La synthèse de Serge Berstein

En 1975, dans la petite collection Archives<sup>42</sup>, Serge Berstein, maître-assistant à ParisX, réunit un ensemble de documents commentés sur le six février. La journée est dans un premier temps restituée dans le contexte des crises (économique, morale, idéologique, politique) qui caractérisent la France de ce début des années 30<sup>43</sup>.

L'apport de l'ouvrage (30 ans après l'événement) réside principalement dans la reconstitution précise des faits qui conditionne toute réflexion interprétative. Sur trois aspects au moins la contribution de Serge Berstein est une mise au point incontournable: la diversité des cortèges et des intentions, le rôle essentiel des conseillers municipaux de droite parisiens, les conditions de la démission de Daladier. Sur l'ensemble de ces points, l'étude s'appuie sur un dépouillement et une analyse des travaux de la première commission d'enquête et le livre fondamental de Bonnefay et des Archives d'Édouard Daladier<sup>44</sup>.

L'émeute<sup>45</sup> est décomposée dans le temps et dans l'espace, ce qui affine et augmente les angles d'observations précédemment évoqués<sup>46</sup>.

De 15 heures à 19 heures, autour de la Concorde débutent les premières escarmouches. Sont déjà présents les ligueurs de l'A.F., une partie des J.P et une foule de badauds et d'employés. Les forces de l'ordre se mettent en place aux points stratégiques (Élysée, pont de la Concorde, autour de la Chambre, à la hauteur du pont Solférino). Après un début d'incendie au ministère de la Marine, c'est un autobus de la T.C.R.P. qui est détruit par le feu. Ce fait nous est connu de manière très détaillé. Le témoignage du chauffeur de bus et d'un passager permettent d'identifier l'incendiaire, membre des J.P. Quelques minutes après 19 heures les premiers coups de feu venus des rangs des manifestants sont tirés.

43 "Crise en France et crise de la France" selon l'expression d' Yves Trotignon, *La France au XXème siècle*, Tome 1, Dunod, 1985.

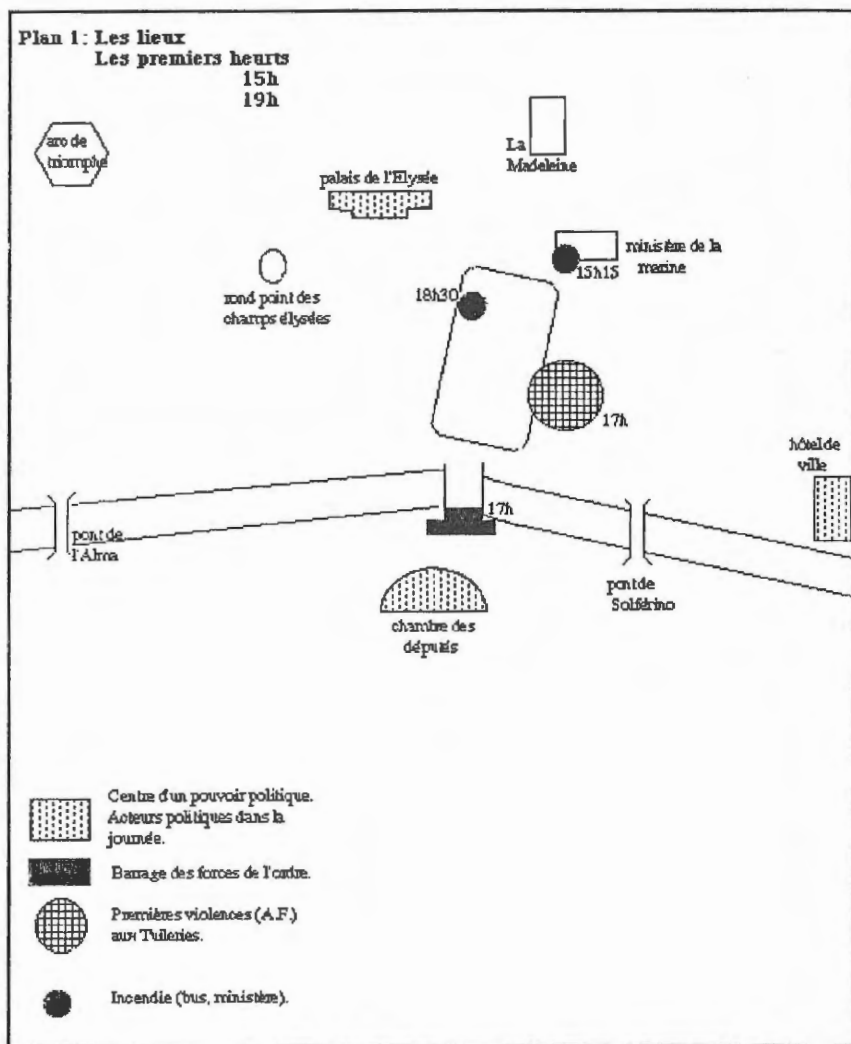
44 Lorsqu'il rédige cette ouvrage, Serge Berstein prépare parallèlement sa thèse sur le parti radical pendant l'entre deux guerres.

45 Le mot n'est pas discuté par l'auteur, qui l'emploie dès sa première phrase d'introduction et comme titre d'un chapitre.

46 A cette synthèse, nous ajoutons trois plans qui permettent de situer les principaux cortèges et moments de la journée. La localisation des acteurs dans l'espace est un élément essentiel dans l'interprétation.

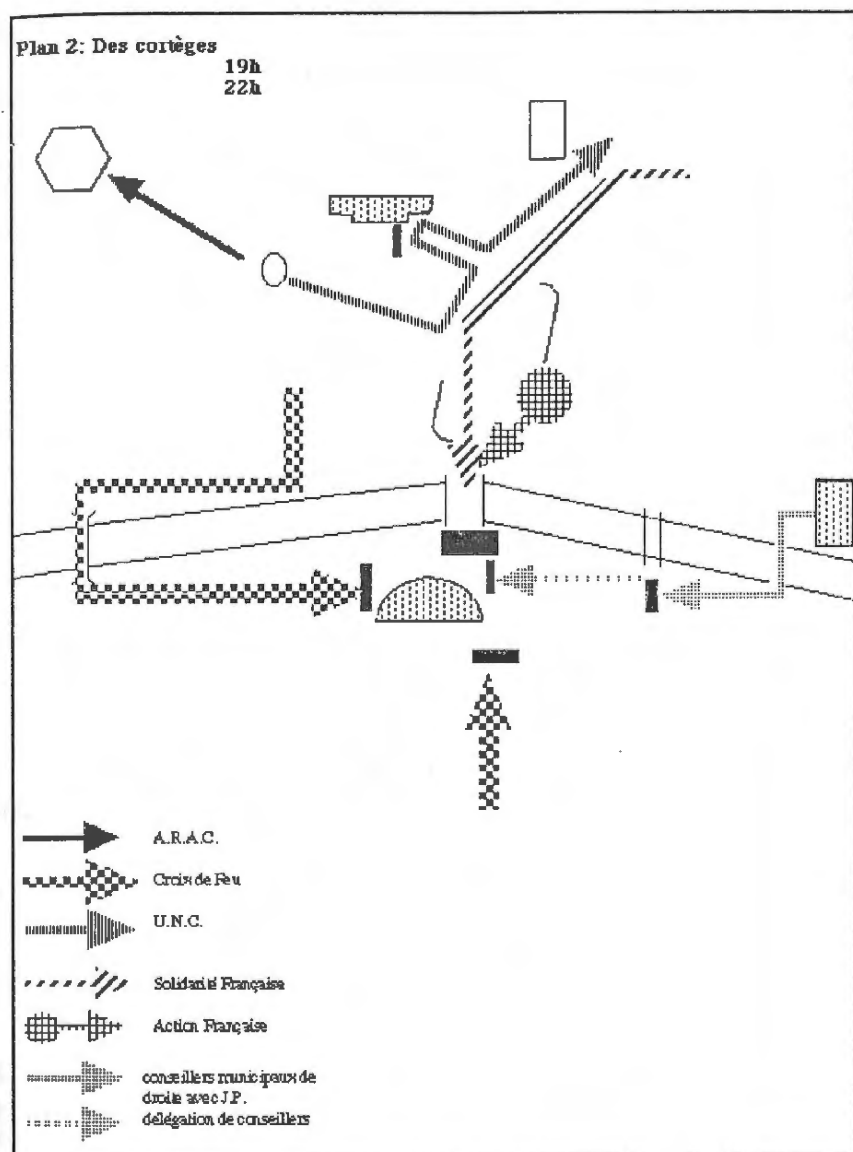
47 Des itinéraires qui s'ajoutent à ceux que décrit Maurice Agulhon, "Paris", *Les Lieux de mémoire, Les France, De L'Archive à l'Emblème*, Tome III, Gallimard, 1992.

48 Henri-Irénée Marrou, op. cit., p.34.



De 19 à 22h, plusieurs cortèges se forment et suivent des itinéraires distincts<sup>47</sup>. Seuls les Croix de Feu organisent deux cortèges avec un point de rencontre autour de la Chambre. L'A.R.A.C croise l'U.N.C. qui descend les Champs Élysées. L'organisation de Georges Lebecq traverse la Place de la Concorde en direction de la Madeleine avant de se diriger vers la Présidence de La République. Les anciens combattants font face à un important cordon de force de l'ordre qui les oblige à rebrousser chemin. Dès leur arrivée sur la place de la Concorde (vers 19 h) les membres de la Solidarité Française tentent de

forcer les barrages de police présents sur le pont qui relie la place au Palais Bourbon.

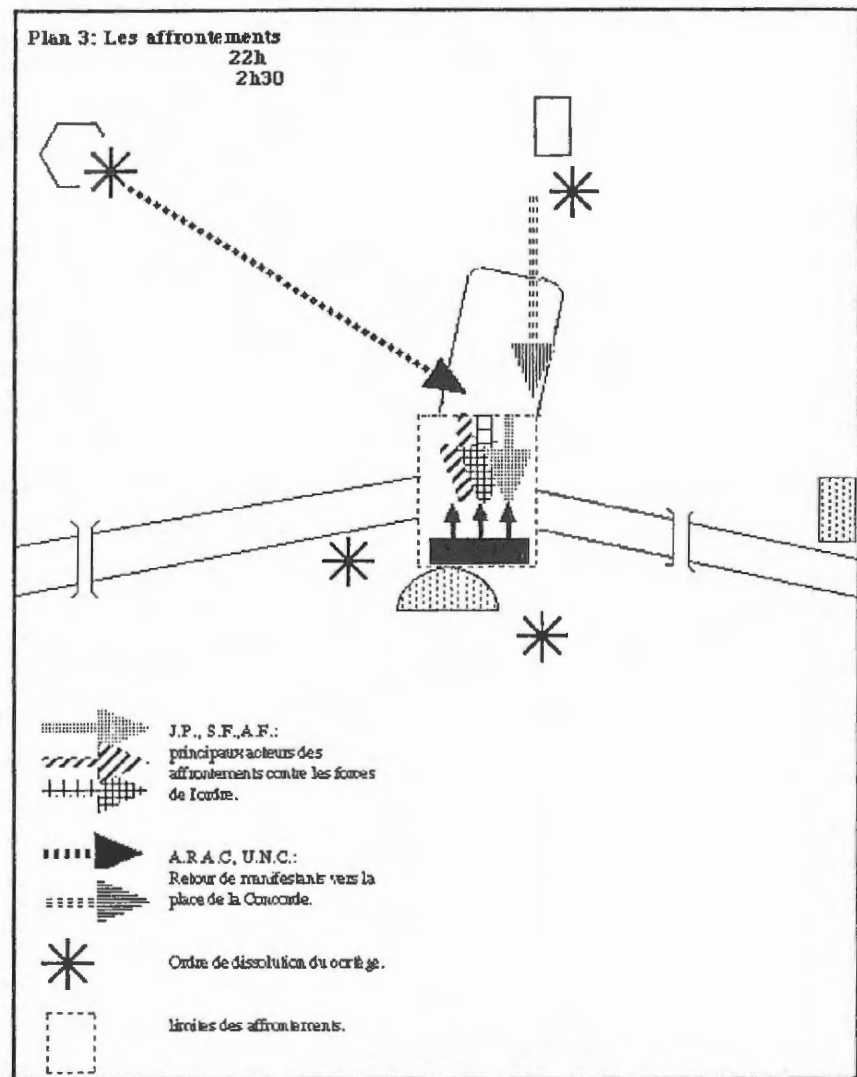


Pendant ce temps, les conseillers municipaux de droite de Paris appuyés principalement par les militants des J.P se dirigent par la rive gauche vers le quai



d'Orsay. Leur cortège est stoppé au niveau du pont de Solférino. Seule une petite délégation d'édiles parisiens parvient à franchir ce barrage et à entrer dans le Palais Bourbon où ils rencontrent le président du conseil.

De 22h à 2h30 du matin, des combats de rue se déroulent autour du pont de la Concorde. Si plusieurs dizaines de manifestants de l'A.R.A.C. et de l'U.N.C. rejoignent la Concorde après l'ordre de dispersion de leur cortège, ils ne prennent pas une part active aux affrontements. Le noyau dur comprend l'A.F., les J.P. et la S.F.



Quant aux Croix de Feu, après une démonstration impressionnante de forces et d'organisation dans l'encerclement réussi de la Chambre, elles ont une attitude sans ambiguïté. L'ordre de dispersion donné est respecté. Pour De La Rocque cette journée est un succès: il marque la puissance de sa ligue, son opposition à un régime et se distingue (s'isole) des ligues nationalistes et monarchistes: ni le parlementarisme corrompu, ni le nationalisme intégral maurrassien!

Cette découpe plan par plan, cortège par cortège, dégage bien le caractère pluriel de cette soirée parisienne. L'événement est fractionné autour des groupes, des hommes, des comportements, des lieux... Quarante années après les faits, l'historien propose une reconstruction minutieuse, ré-actualise l'expérience du passé?, selon l'expression controversée de Collingwood.

*"Connaissance du passé humain, connaissance de l'homme ou des hommes, d'hier, de jadis, d'autrefois, par l'homme d'aujourd'hui, l'homme d'après, qu'est l'historien, cette définition fait résider la réalité de l'histoire dans le rapport établi de la sorte par l'effort de pensée de l'historien; on peut ainsi noter:*

$$h(\text{histoire}) = P(\text{passé}) \\ p(\text{présent})^{48}$$

Une partie du débat sur l'interprétation est dépassée parce que simplifiée (l'émeute devient un terme générique qui n'exprime que la globalité d'une journée) et complexifiée puisqu'il faut considérer des intentions, des actes, des moments d'une journée qui n'est pas une et indivisible. Comment contester ainsi le caractère fasciste de la Solidarité française ("pâle imitation du fascisme mussolinien"-Michel Winock) créée par le parfumeur François Coty et dirigée par Jean Renaud<sup>49</sup>? Comment ne pas distinguer la stratégie<sup>50</sup> ("deux actions de types différents"<sup>50</sup>) des Croix de Feu et celle commune de l'A.F ou des J.P.?

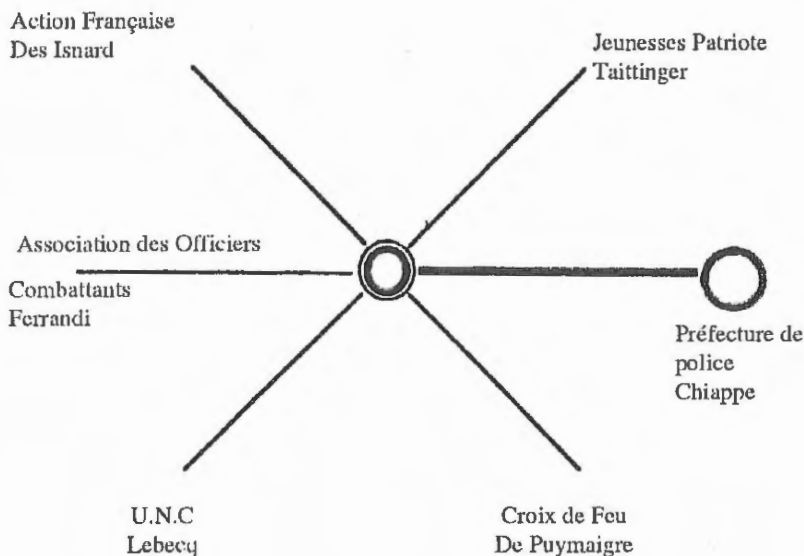
Les conseillers municipaux parisiens forment un sous ensemble particulier. Leur "jeu politique" tout au long de janvier, parallèlement aux manifestations des ligues, se résume à un soutien appuyé aux manifestants et à Jean Chiappe. La majorité municipale manœuvre depuis plusieurs semaines et le jour du six février de manière non équivoque. Elle entend maintenir une pression assez forte pour modifier les rapports de forces politiques nés des élections législatives de 1932. En ce sens, l'Hôtel de Ville, bastion des idées

48Henri-Irénée Marrou, *op. cit.*, p.34.

49Voir sur ce point P.Milza, *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, 1987.

50S.Berstein, *op. cit.*, p.249.

nationales, est un évident "centre politique de la journée du six février"<sup>51</sup>. Laurent Bonnefay marque dès 1934 à quel point les édiles de la droite ont été des acteurs et des organisateurs déterminés. La municipalité qui signe ses proclamations du nom de Comité de Salut Public entend-elle être à l'origine d'une nouvelle émotion parisienne, à l'image des insurrections républicaines du XIXème? Elle est sans conteste un centre d'impulsion politique et cocur d'un réseau impressionnant, qui explique le vote du 5 février à l'annonce de la mutation de Chiappe, pièce maîtresse du dispositif, pour le Maroc. Dans chacune des grandes organisations d'anciens combattants et des ligues, un conseiller municipal au moins détient une fonction dirigeante<sup>52</sup>.



L'action la plus symbolique menée par la municipalité parisienne réside dans l'entretien obtenu par sa délégation composée de Des Isnards, Contenot, Massard et Piel avec le président du Conseil <sup>53</sup>.

51S.Berstein, *op.cit.*, p.186.

52Lorsque le cortège des Croix de Feu parvient à la hauteur de la rue Saint Dominique (rive gauche), le leader le plus déterminé à exiger le passage vers le Palais Bourbon est précisément le colonel de Puymaigre, conseiller municipal du VIIème arrondissement.

53D'autres conseillers tels que Dailly ou Ferrandi interpellent les membres des forces de l'ordre afin qu'ils laissent passer les manifestants vers le Palais Bourbon.

*"De ces conversations<sup>54</sup> il ne résulta rien, les conseillers ayant demandé au gouvernement de démissionner et affirmant que s'ils pouvaient annoncer cette démission ils seraient en mesure de mettre fin immédiatement à la manifestation de la place de la Concorde<sup>55</sup>".*

Propos à rapprocher de la démarche faite auprès d'Albert Lebrun, présentée dans une déclaration datée du 7, signée par plusieurs élus de droite du département de la Seine<sup>56</sup>, et qui lie la sauvegarde des institutions républicaines à la démission du Ministère Daladier. Texte où réapparaît la référence au Gouvernement de salut public reposant "non sur un parti, mais sur la nation"<sup>57</sup>.

L'action des élus parisiens est concertée, programmée ("tout est prévu avec une précision d'horlogerie" selon l'expression du conseiller municipal Biscarre). Préparatifs, intrigues, l'Hôtel de ville tente réellement de développer (depuis janvier), de mettre en forme (le six) une agitation, une menace venue de la rue et du pouvoir symbolique de la municipalité parisienne<sup>58</sup>. Ce que résume Armand Massard<sup>59</sup> dans une intervention publique le 3 février.

*"Ce qui est sûr, c'est que mardi nous serons tous devant la Chambre. Que se passera-t-il alors? Il est difficile d'en préjuger".*

A nouveau, nous sommes renvoyés à une interprétation qui prend en compte un dessein (une agitation de rue, un rassemblement organisé devant la Chambre) et une inconnue (l'alchimie d'un tel composé).

Le comportement de Daladier, des principaux ministres du cabinet investi et des dirigeants radicaux et socialistes, sont largement éclairés par les rapports de la Commission et les Archives du président du conseil. Daladier quitte le Palais Bourbon (vers 22heures) pour se rendre au ministère des affaires étrangères après avoir obtenu l'investiture des députés à une large majorité (343 voix contre 237). Dans un hémicycle où les interpellations, les interruptions de séance s'accompagnent de violents affrontements qui ne sont plus uniquement

54La délégation a rencontré aussi Penancier (vice-président du Conseil).

55L.Bonnefay, *op. cit.*, p.158.

56Pierre Laval ne participe pas aux manifestations (il est resté chez lui, Villa Saïd). Il entre en action le lendemain lorsqu'il prend contact avec "l'ermite de Tournefeuille", Gaston Doumergue. Voir sur son rôle, Fred Kupferman, Laval (1883-1945), Flammarion, 1988. Le rôle d' André Tardieu (partisan d'une réforme des institutions de la France, inspirateur du gouvernement Doumergue) est tout aussi essentiel. Se reporter au mémoire de maîtrise de Nicolas Rousselier, *André Tardieu 1933-1939, un itinéraire politique et intellectuel*, Paris X, 1985 et au récent ouvrage de François Monnet, *André Tardieu, Une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Paris, Fayard, 1993.

57S.Berstein, *op. cit.*, p.185.

58Sur cette notion se reporter aux travaux de Jean El Gammal, *Recherches sur le poids du passé dans la vie politique française de 1885 à 1900*, Thèse d'Etat, Paris X, 1991.

verbaux puisque s'échangent aussi des coups, Daladier recompose un cartel (un bloc de défense républicaine) des gauches. Entre ce vote et la démission annoncée, il ne s'écoule qu'une quinzaine d'heures. Après avoir songé à des mesures de maintien de l'ordre, des arrestations au siège ou au domicile des dirigeants de ligues, voire la proclamation d'un état de siège, Daladier, de plus en plus isolé et "lâché" par ses amis politiques, adresse une lettre de démission à Albert Lebrun, qui a déjà engagé des démarches auprès de Doumergue. L'attitude du président du Conseil (résolution et irrésolutions) a longtemps été l'occasion de quelques aimables caricatures. Lui, que l'on présentait comme un radical-socialiste énergique, le taureau du Vaucluse, n'est plus que le successeur de Chautemps, livré à ses détracteurs qui qualifient sa démission d'abandon de poste ou de fuite devant l'émeute et ne s'interdisent point de jouer des mots ("cornes d'escargot") ou du crayon (caricatures de Sennep<sup>59</sup>).



59 Christian Delaporte l'écrit avec beaucoup d'humour dans son article du numéro 154 de *L'Histoire*: "On ne se relève pas d'un dessin de Sennep!". Voir le dessin reproduit page suivante: Daladier en petit coq.

En fait, Daladier a rapidement pris acte de son isolement après le volte-face de son ministre de l'intérieur Frot (la peur de nouvelles émeutes, les informations sur des pillages d'armureries), les conseils à se retirer des jeunes turcs et surtout la position d'Édouard Herriot, figure historique du radicalisme, favorable à une démission et à la création d'un gouvernement d'Union nationale. Les appels à la résistance de Léon Blum et le soutien apporté en début d'après-midi par Léon Jouhaux ne l'autorisent pas à se maintenir. Daladier rédige une brève lettre de démission portée au Palais de l'Élysée.

*"Le Gouvernement responsable de l'ordre se refuse à l'assurer aujourd'hui avec le concours de moyens exceptionnels susceptibles d'entraîner une répression sanglante et une nouvelle effusion de sang. Il ne veut pas employer les soldats contre les manifestants. J'ai donc remis à M.le Président de la République la démission du Cabinet".*

Le 7 février, le conseil municipal, les ligues et de nombreux dirigeants politiques ont atteint un de leurs objectifs: renverser le ministère. Pour la première fois dans l'histoire de la République la pression de manifestations parisiennes crée les conditions d'une démission gouvernementale. La rue vient de s'inviter dans le partage des pouvoirs établis par les lois constitutionnelles de 1875.

Doit-on parler de complot, d'opération subversive, d'un coup de force, d'une menace fasciste sur les institutions de la République?

Ce questionnement repose la question de l'existence d'un fascisme français et de son influence. Débat passionnant et passionné que nous ne faisons qu'évoquer en reprenant la note du livre de Jacques Droz, qui dresse en quelques mots son bilan des recherches et des controverses.

"Sur l'importance du péril fasciste en France, l'on s'en tiendra au jugement pondéré de H.Dubief, plutôt qu'à Z.Sternhell qui le voit omniprésent, R.Rémond qui le minimise, et R.Aron, qui le nie"<sup>60</sup>

Le thème du complot fasciste s'appréhende sous au moins deux aspects: sa concrétisation directe (la nomination de Doumergue), ses effets sur la gauche (le thème de l'antifascisme) avec à l'esprit cette remarque de Duby aux historiens positivistes: "Tendue dans une volonté obstinée d'exactitude

<sup>60</sup>J.Droz, *op.cit.*, p.269. Amusante synthèse qui date de 1985 et ne peut prendre en compte les travaux plus récents de Pierre Milza et de Robert Soucy.

ponctuelle, cette histoire, qui se voulait scientifique, négligeait en fait de se garder assez bien du contresens et de l'anachronisme<sup>61</sup>.

L'arrivée de Gastounet (surnom donné par la presse) à la gare d'Austerlitz n'a rien de la venue à Rome en wagon-lit de Mussolini le 30 octobre 1922. Lebrun n'est pas le général Cittadini! L'émeute donne le pouvoir à un ex-député radical du Gard, président de la République entre 1924 et 1931. Peut-on penser que c'est à 73 ans que ce retraité de Haute-Garonne "va commencer une carrière de dictateur"? Les tentatives de réformes constitutionnelles de l'automne 34 font davantage de Doumergue un homme d'état conscient de la faiblesse de l'exécutif qu'un apprenti dictateur. Sorti de sa retraite de Tournefeuille, il a eu pour mission pendant neuf mois à la présidence du conseil de rétablir le calme. Doumergue est l'homme d'une accalmie non d'un ordre fasciste.

*"Le fascisme rêve aventure et bouleversement. La droite française aspire à la stabilité et demande à être rassurée"*<sup>62</sup>.

En fait, l'idée même de complot fasciste se construit à gauche entre février et l'été 1934. Et la gauche n'aura de cesse de "se prémunir contre la réédition d'un complot évité de justesse"<sup>63</sup>. Pourtant, il serait très inexact d'établir une relation parfaite entre le six février et la naissance d'une union antifasciste des partis ouvriers.

Dès le 7 février, l'examen par le Comité Central de la journée du six février divise la direction communiste. Les désaccords portent sur la réalité et l'importance de la menace fasciste et recourent avant tout l'opposition Doriot-Thorez<sup>64</sup>. De même le front populaire ne naît pas le 12 février, Place de la Nation lorsque symboliquement les deux cortèges (P.C.F., S.F.I.O.) se fondent. Ce récit, ce raccourci historique, appartient à une "histoire sainte"<sup>65</sup>, du mouvement ouvrier. Certes, dès le 7 février Doriot et Renaud Jean, inspirés par le frontisme de Bergery, demandent à Maurice Thorez de répondre favorablement à la proposition de riposte commune de la direction socialiste. Mais, l'heure n'est

61Une analyse des rapports Histoire-événement contenue dans son livre *Le Dimanche de Bouvines*, Gallimard, 1973.

62R.Rémond, *op.cit.*, p.211.

63S.Berstein, *op. cit.*, p.250.

64Sur cette question se reporter au livre de Nicole Racine et Louis Bodin, *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, F.N.S.P., 1972.

65Expression de J.J.Becker, "Les origines du front populaire", *Les années trente, De la crise à la guerre*, Seuil, 1990.

pas encore à l'unité antifasciste. L'adversaire reste la S.F.I.O..

*"Le succès de notre lutte contre le fascisme, la victoire définitive du prolétariat contre la bourgeoisie exigent, non l'accord, mais l'attaque constante et impitoyable contre le Parti socialiste" (M.Thorez, 1er avril 1934).*

Il en sera ainsi jusqu'à la conférence d'Ivry (23 juin) où le tournant s'opère sous la pression des instructions venues de Dimitrov<sup>66</sup>.

Cinq mois après l'événement, à la suite d'une mobilisation exceptionnelle des intellectuels (C.V.I.A.), les partis ouvriers français brandissent ensemble la bannière antifasciste. Dans un contexte européen marqué par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, la gauche voit dans l'organisation paramilitaire des ligues, les parades des Croix de feu, une intensification de la menace fasciste française. Le 7 mai 1934, la direction de la Solidarité française et des Jeunesses Patriotes ne s'engagent-elles pas à unir leur forces contre "le front rouge anti-français"? Ils constituent un nouveau groupement d'extrême droite au caractère antiparlementaire le Front National. Autant d'indicateurs qui montrent que ces Ligues, déçues des lendemains de l'émeute, entendent se préparer à d'autres occasions, à d'autres batailles. Autant de déclarations et de gestes qui accentuent chez une large fraction de l'opinion publique le sentiment d'une menace sur la République<sup>67</sup>. Ainsi insiste-t-on trop rarement sur l'organisation des T.P.P.S. (Toujours Prêts Pour Servir), structure militante mise en place par de nombreuses sections socialistes afin de se défendre face aux agressions des ligues et riposter aux actions des Croix de Feu (surtout en banlieue). Au fil des semaines, le six février est analysé par une large partie de l'opinion publique<sup>68</sup> comme la première menace (au sens d'indice d'un danger) pour les libertés, pour la démocratie, ce qui crée les conditions psychologiques à la naissance du front populaire. De ce point de vue, il n'y a pas de meilleure analyse du six février que celle du caricaturiste Gassier avec sa poule (surnommée six février) et ses œufs rouges baptisés Front populaire.

Dans son étude de l'événement, l'historien ne doit pas ignorer cette dimension, il lui appartient de prendre (reprendre) en compte les impressions de millions de contemporains. Maurice Agulhon écrit à ce propos quelques phrases pertinentes.

*"Les agitateurs antiparlementaires de février 1934 passèrent pour "fascistes" parce que le mot était du temps, et qu'il y avait une vague analogie entre leurs actes et leurs clameurs et les effervescences prédictriales d'Italie et d'Allemagne. Ces analogies peuvent paraître incomplètes, et l'on ne manque pas de bons arguments pour refuser le caractère de fascistes aux ligues parisiens de 1934, mais l'important, pour la compréhension de l'histoire, tient moins dans la vérité d'une analyse ultérieure que dans la conviction qui eut*

<sup>66</sup>Sur cette conférence et les rencontres de Fried et Thorez avec la direction soviétique, Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste, 1920-1945*, Tome I, Fayard, 1980.

<sup>67</sup>Danielle Tartakowsky, "Stratégies de la rue 1934-1936", *Le Mouvement Social*, n° 135, 1986.

<sup>68</sup>L'opinion publique ?, l'expression est à elle seule un superbe et complexe objet d'étude. Voir l'article "L'Opinion" de J.J. Becker, *Pour une Histoire politique*. (dir R.Rémond), Seuil, 1988.



*cours sur le moment. Car c'est la conviction qui a lancé le mouvement menant à 1936<sup>69</sup>.*

Le livre de Berstein s'impose depuis la fin des années soixante-dix comme la Référence même s'il se joue paradoxalement dans sa conclusion des incertitudes interprétatives en renvoyant le lecteur "à l'incertitude qui est également le trait dominant des participants" (manifestants, dirigeants de ligues, hommes au pouvoir). Ce que Jean Marie Mayeur qualifie de "meilleure mise au point"<sup>70</sup> imprègne depuis une dizaine d'années la présentation des faits et l'analyse des auteurs<sup>71</sup>.

Si elle n'est plus l'objet central d'une publication, l'étude du six février s'est enrichie de nombreux travaux qui replacent la journée sur la durée d'un mouvement ou d'une idée.

En voici quelques exemples, qui témoignent du renouveau de l'histoire

|  |   |
|--|---|
| dans l'ultra droite des années 30 :  | Article de Pierre Milza <sup>72</sup> . Place des Croix de feu dans l'émeute.   |
| et les droites :   | Les ligues analysées dans les volumes sur les droites en France <sup>73</sup>   |
| et les intellectuels :   | Le choc du six février et l'intelligentsia <sup>74</sup>  |
| l'antifascisme :   | Le livre de J. Droz avant celui de Berstein et Becker sur l'histoire de l'anticommunisme                                |
| et le mythe du sauveur :   | Doumergue, après Poincaré, avant pétain ? <sup>75</sup>   |
| une des "fièvre hexagonales" :   | La journée resituée parmi ces moments de tensions que connaît la France, et d'abord Paris, de 1871 à 1968 <sup>76</sup> |
| politique française et de cet axe constitué par Paris X et l' I.E.P. de Paris  |   |
| Concluons provisoirement ces réflexions sur la construction d'un savoir historique par une affirmation et une interrogation. |   |

69M. Agullon, *La République de Jules Ferry à François Mitterrand, 1880 à nos jours*, Hachette, 1990.

70Expression utilisée par J.M. Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République*, Seuil, 1984.

71En témoignage, la réédition de plusieurs livres. Citons deux classiques: C. et A. Ambrosi, *La France 1870-1986*, Masson 1986 et la nouvelle édition du livre 13 de la Nouvelle Histoire de la France contemporaine écrite par D. Borne et H. Dubief (seul auteur de la version de 1976), *La crise des années 30 (1929-1938)*, Seuil, 1989. Les modifications apportées sur l'étude du six février dans cette nouvelle parution sont particulièrement importantes.

72P. Milza, "L'Ultra droite des années 30", *Histoire de l'extrême droite en France*, Seuil, 1993.

73Importante publication sous la direction de J.F. Sirinelli, *Histoire des droites en France*, 3 Tomes, Gallimard, 1992.

74Aspects étudiés par P. Ory et J.F. Sirinelli, *Les Intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, A. Colin, 1986.

75R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1986.

76M. Winock, *La fièvre hexagonale, les grandes crises politiques 1871-1968*, Seuil, 1986.

La première renvoie au très récent livre réalisé sous la direction de Jean François Sirinelli. Près de soixante années après les faits, le texte de Jean Vavasseur-Desperriers sur le six février et sa portée est en deux pages une remarquable étude qui ne sacrifie rien au flou et met en relief "la juxtaposition de trois types d'action différents"<sup>77</sup>. La seconde ouvre un autre champ d'observations puisqu'il s'agit de s'interroger sur la manière dont les actuels manuels d'histoire exposent, expliquent, interprètent cette journée.

## 2-Le 6 février 1934 dans les manuels de lycée

L'étude de la journée du 6 février 1934 prend sa place dans le programme d'histoire des classes de premières (le monde de la fin du XIXème jusqu'en 1945). Dans le découpage proposé par les Instructions officielles, quatre temps sont à distinguer: les années 1880-1914 (naissance du XXème siècle), l'entre-deux-guerres (un premier vingtième siècle) subdivisé (artificiellement?) entre les années vingt, les années trente, et la seconde guerre mondiale.

L'analyse de cette journée participe de cette prise en compte de la crise non seulement dans son aspect économique mais aussi "politique, sociale, morale, idéologique; crise "qui met durement en question la démocratie libérale" (I.O). Le six février se retrouve le plus souvent inséré dans un bloc de séquences sur la situation française allant du legs poincariste ("les illusions de la prospérité") à la déclaration de guerre du 2 septembre 39 avec un temps fort, le front populaire étudié comme une des réponses à la crise. En fonction des choix faits par l'enseignant dans sa progression et programmation annuelles, il est clair que l'importance de cette "journée particulière" peut le conduire à y consacrer une ou deux heures de cours. Plusieurs raisons motivent et justifient une telle option:

- mettre l'accent sur un moment de rupture dans notre histoire.
- voir (ou revoir) la notion de crise très présente dans ce programme puis dans les classes de terminales.
- établir et justifier des relations de causalité en histoire.
- examiner et s'interroger sur les diverses interprétations d'un fait.
- dégager les conséquences de l'événement dans le temps (immédiateté, court et moyen terme).

Dans la conception ou le déroulement du cours, le manuel scolaire est pour l'enseignant un outil essentiel (préparation d'une séquence, activités en

---

<sup>77</sup>J.F.Sirinelli (dir), *La France de 1914 à nos jours*, P.U.F., 1993. Le flou nous le retrouvons dans un ouvrage tout aussi récent de Guy Antonetti, *Histoire contemporaine politique et sociale*, P.U.F., 1992. Ainsi peut-on lire page 449 que "le service d'ordre tire sur les manifestants, faisant entre 15 et 20 morts et un grand nombre de blessés".

classe, lectures ou travaux en vue d'une future séance où le manuel est alors très fréquemment le seul livre d'histoire de l'élève). C'est dire l'importance du manuel scolaire et de l'intérêt qu'il y a nous semble-t-il pour l'enseignant à s'interroger sur la construction d'un discours historique destiné à un public ciblé et à le décomposer le plus finement possible tant dans sa forme (chapitres, textes, images) que dans son contenu disciplinaire.

*"Que faire de ce bagage savant ? Quelles opérations accomplir pour recomposer ces "savoirs savants" en "savoirs enseignés" ? La situation de l'auteur de manuel n'est pas en ce sens différente de celle de tout pédagogue: il se doit de réaliser la "transposition didactique" dont les didacticiens nous ont aidés à prendre plus nettement conscience"*<sup>78</sup>

L'étude porte ici sur les manuels de première de six grandes maisons de l'édition (Belin, Bordas, Delagrave, Hachette, Hatier, Nathan).

Plusieurs grilles d'analyse décomposent l'étude du six février (causes et interprétations, les acteurs, les faits et le bilan). Sont pris en compte: le texte (les

|             |   |
|-------------|---|
| Belin :     | Agostino, Becker, Démier, Frank, Kieffer, Melandri, Ory, Pommerolle, Verley, Zanghellini. |
| Bordas :    | Dermenjian, Filippi-Codaccioni, Mazet, Vila, Zwang.                                       |
| Delagrave : | Adebert, Carbonell, Rives, Phan.  |
| Hachette :  | Bénichi, Bertin-Maghit, Eck, Le Quintrec.   |
| Hatier :    | G. et S. Berstein, Gauthier, Guiffan, Menard, O. et P. Milza.                             |
| Nathan :    | Azema, Borne, Bouillon, Joutard, Margairaz, Marseille, Plessis, Thibault.                 |

extraits sont présentés en italique), les documents avec les commentaires qui les accompagnent. Une fiche liste toute la documentation proposée par chaque manuel.

Il est clair que notre propos n'est pas de porter jugement ou appréciation sur "la valeur" d'un ouvrage au travers d'une observation qui se limite à quelques paragraphes ou au mieux quelques pages sur près de 400. Quant au contenu scientifique, notre prétention n'est pas de nous ériger en malin correcteur de telle imprécision ou erreur, même si l'imprécision d'un fait ou d'un chiffre doit

<sup>78</sup>Sur l'ensemble de la réflexion (quels choix?, pour qui écrire?, comment répondre aux exigences des programmes, aux attentes des élèves et des enseignants, aux exigences des savoirs de référence et aux contraintes de l'édition?) nous renvoyons à l'article de J.P.Courbon, "L'Histoire contemporaine dans les manuels scolaires", le point de vue de l'auteur, *Cahier d'Histoire immédiate*, n°3, 1993.

être relevée, mais d'examiner les choix que les auteurs opèrent (problématiques, contenu des textes, documents proposés, relations entre l'image et l'écrit....).

Deux remarques s'ajoutent au commentaire fait à l'intérieur des grilles.

La première tient à la place prise par l'événement dans notre histoire et donnée par les auteurs dans les actuels manuels (exception faite d'Hachette). Une journée déterminante présentée comme la résultante de plusieurs causes immédiates (l'affaire Stavisky, la mesure prise contre Chiappe par le gouvernement) et date fondatrice d'un changement politique, de la naissance d'une future majorité de gauche. L'événement est restitué dans ses temps. Le six février est à la fois un moment de rupture sur la durée d'une crise nationale et élément déclencheur dans l'histoire d'un mouvement.

*"Point culminant d'une crise ascendante, paroxysme de violence, la soirée du 6 février fut un point de départ qui infléchit le cours de l'évolution: ses suites, plus encore que son déroulement, en font un moment historique"*<sup>79</sup>.

Cette place témoigne aussi du terrain gagné (regagné) par l'Histoire politique depuis plus de dix ans. Une Histoire qui ne nie pas Seignobos, mais cherche à dépasser cet héritage longtemps critiqué.

La seconde remarque porte sur les choix opposés d'Hachette d'une part et d'Hatier et Bordas d'autre part. Le groupe de recherche pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie des éditions Hachette n'évoque ni les manifestations, ni la réalité de l'émeute, il situe le six février dans un contexte économique primordial: une dépression, une politique déflationniste aux effets ravageurs.

*"Le gouvernement d'Union nationale formé par Doumergue après les émeutes du 6 février 1934 renchérit en prévoyant une réduction de 10% du nombre des fonctionnaires"*<sup>80</sup>.

Il privilégie dans un dossier l'étude des ligues sur une période cruciale pour ces mouvements les années 1931-1936 (Les ligues produites de la déflation?). La journée du six février apparaît en quelques mots au travers d'un tableau chronologique portant sur la France des années 1932 à 1938 (6 février: Émeute antiparlementaire à Paris) et d'une biographie de Philippe Pétain (1934: Ministre de la guerre dans le gouvernement d'Union Nationale).

Certes le manuel ne peut tout dire, mais permet-il ici aux lycéens de comprendre pourquoi et comment s'est réalisé "un renversement de majorité" en

<sup>79</sup>R. Rémond, *Notre siècle 1918-1988*, Tome VI, Fayard, 1988. La dernière publication où il aborde l'événement.

<sup>80</sup>Manuel Hachette, p. 249.

## BILAN

## succès?

## victimes?

## heures?

## Lieux?

REINViolences devant la  
Chambre

Aucune indication

Aucune indication

Aucune indication dans le texte

BORDAUXla Chambre des  
députés  
Doc n°5: plan  
précis du quartier  
entre Champs  
Elysées et Palais  
BourbonDistinction:  
1- manifestation de rue de  
l'investiture.  
2- marche sur la  
chambre dans la  
soirée.une vingtaine de morts  
de nombreux blessésLa victoire est jugée certaine. Certes  
Droumeque arrive et le titre dans ce  
gouvernement de Pelain, Laval, Tardieu,  
Maugret se brisent les ligues, mais l'énergie  
va aussi "créer les exactions effrayantes à  
la naissance du Front populaire  
antifasciste".DELACROIXDis lingue  
1- tombe sur la tête  
gauche, c'est à dire le  
cortège des Croix de  
Feu.  
2- la violence place de  
la Concorde.événements  
entre 19h et  
23h30.15 morts  
1500 blessésDans l'ins tant une très brève avec la  
démolition de Dardardier.HACHETTEA l'assaut du  
Palais-Bourbon

Aucune indication.

une quinzaine de morts

La réponse est la portée avec l'échec des  
gouvernements d'union nationale. " Les  
manifestations ne seront que très  
partiellement entendues".

MATIERdevant la Chambre  
des députés

Aucune indication.

15 morts et des centaines de  
blessés.

C'est le régime parlementaire qui a été  
à l'initiative (l'initiative du 6 février 1934  
pour le coup mortel de la République  
parlementaire) et ce régime  
parlementaire obéissait à des  
intérêts.

Le document du dossier sur les résultats de  
l'enquête expose la position de Daladier  
(ministre ou se retirant).

place de la  
Concorde

Aucune indication.

15 morts  
1 500 blessés

Aucune indication dans le texte

Doc n°1: "La manœuvre de la droite  
parlementaire qui utilise les images des  
ligues pour revenir au pouvoir est une  
révélée".

Le succès de l'émule est attribué au regard  
de la démission de Daladier.

NATHAN

## LES ACTEURS:

|               | Les manifestants   | Edouard Daladier   | Jean Chiappe   |
|---------------|--|--|--|
| <u>BELIN</u>  | <p>évoque uniquement une manifestation des ligues.</p> <p>Dans un court développement an passé sont présentés sous le vocable de ligues l'A. F., les Croix de Feu, Les T. P., Solidarité Française et le Francisme.</p> <p>Aucune donnée chiffrée.</p>   | <p>- présente sans étiquette politique comme celui qui succède à un gouvernement, non caractérisé politiquement, démissionnaire après le suicide de Slavisky - énéroque</p> <p>- "Abandonné par plusieurs de ses ministres Daladier démissionne..." mais ici c'est le gouvernement (qui) a été démissionné" (en gras dans le texte)</p>  | <p>"Jean Chiappe complaisant à l'égard des ligues"</p>   |
| <u>BORDAS</u> | <p>parle d'une mobilisation de la croix et de l'exécutif locale.</p> <p>- conseillers municipaux de Paris</p> <p>- U.N.C.</p> <p>- les ligues</p> <p>Doc: le titre des opérations</p> <p>Le doc permet de préciser le nom des organisations (A. F., J. P., conseillers municipaux parisiens, Croix de feu, A. R. A. C., Solidarité Française, U.N.C.) et leurs ibéranes.</p> | <p>- un autre radical (référence à Chauviat)</p> <p>- subit le l'investiture</p> <p>- Deux phrases, deux temps.</p> <p>1- Constat: "Daladier dit que son rôle par rapport au mouvement démissionnaire de la dernière"</p> <p>2- Analyse: "La capitulation de Daladier est lourde d'implications. Pour la première fois, un président du conseil investit et cède à la pression de l'armée"</p> | <p>est marqué par ses sympathies vis à vis des ligues.</p> <p>Doc: dans le dossier-débat L'accent est mis sur les excellentes relations qu'en les bien les conseillers municipaux de Paris, et tout particulièrement les exécutifs proches de Tassinier, avec Chiappe.</p> |

Force en présence: *Danzig soviés, plusieurs milliers de manifestants*  
*l'entant de marcher vers la*  
 Chaux-de-Fonds...

L'indication n'est donc que partielle.

#### DELAGRAVI

distinction:

- les communistes cortèges (U.N.C., A.F. et les Croix de Feu)
  - le rôle des Croix de Feu qui défilent dans l'ordre sur la rive gauche de la Seine et se distinguent sans fusils" et "les extrêmes de droite armés se sont joints des communistes et des communistes (gr) se massent sur la place de la Concorde"
- Rusleni a défini l'extrême droite et "des" communistes (Les anciens combattants de F.A.R.A.C.?).  
 Aucune donnée chiffrée.

- radical-socialiste

"Au lendemain de l'incident, Delecler de nos soins, les manifestants ont donc "gagné".

"Chicago dont les symphonies pour l'extrême droite étaient connues".



|                     | Les manifestants  | Edouard Daladier   | Jean Chiappe   |
|---------------------|---|--|--|
| <p><u>BELIN</u></p> | <p>évoque uniquement une manifestation des ligues.<br/>           Dans un court développement anecdotique sont présentés les vocables de ligues I.A.F., les Conix de Rey, Les J.P., Solidarité Française et le Français.<br/>           Aucune donnée chiffrée.</p>   | <p>-présenté sans étiquette politique comme celui qui s'occupe à un go (vêtement), non caractérisé politiquement, démasqué comme après le 'suicide de Skivisky' -évoque<br/>           -'Abandonné par les amis de ses vieux amis Daladier d'été comme...' , mais ici c'est 'le gouvernement (qui) a été démasqué' (en gras dans le texte)</p>   | <p>'Jean Chiappe complétement à l'écart des ligues'</p>  |
| <p><u>BORDS</u></p> | <p>parle d'une mobilisation de la droite et de l'extrême droite.<br/>           -conseillers municipaux de Paris<br/>           -UN.C.<br/>           -les ligues<br/>           Doc: la théorie des opérations<br/>           Le doc permet de repérer le nom des organisations (A.F., J.P., conseillers municipaux parisiens, Conix de Rey, A.R.A.C., Solidarité Française, U.N.C.) et leurs itinéraires.<br/>           Fiche en présence: Dans la soirée, plusieurs milliers de manifestants l'ont été de marcher sur la Chambre...<br/>           L'indication n'est donc que partielle.</p> | <p>-in a une radical (expérience à Clichy lemps)<br/>           -sottile la fin de la fin<br/>           Deux phrases, deux temps.<br/>           1-Constat: Daladier n'est pas seulement par une la rge majorité d'opinion mais le démasquage des le fin de la fin<br/>           2-Analyse: La capitulation de Daladier est le résultat d'implications. Pour la première fois, un président du conseil immédiat a été à la pression de l'échec</p> | <p>est marqué par ses symboles liés à vis des ligues.<br/>           Doc: dans le dossier-débat L'accent est mis sur les excellentes relations qu'entretenant les conseillers municipaux de Paris, et tout particulièrement les études proches de Trillingier, avec Chiappe.</p> |

DELAGRIVE

distingue:

- les communistes corrigés (UN.C., A.F. et les COMIX de B.U)
  - le rôle des COMIX de feu qui étaient dans l'ordre sur la rive gauche de la Seine et se désignent comme tels" et "les entités des droites auxquelles se sont joints des communistes et des communistes (grs) se massent sur la rive de la Concorde"
- Roslen tâ de finir l'ex thème droite et "des" communistes (Les anciens combattants de I.A. B.A. C.?).  
Aucune donnée chiffrée.

-radicaux socialistes

"Sur l'ensemble de l'ensemble, Ducloux et dérivés, les manifestations ont donc "30 grad"

"C'est à gauche dont les symboles pour l'extrême droite étaient connus"

| Manuel            | LES MANIFESTATIONS<br>DU SIX FEVRIER:   | et | Interprétations  |
|-------------------|---|----|--|
|                   | Causes  |    |  |
| <u>BELIN</u>      | Le scandale S lavsky<br>Le déplacement du parquet de police<br>"C'est un acte de provocation" (des ligues). |    | A vuine in interpretation n'est directement proposée.<br>Le seul document de renvoi (Extrait du Rapport de la Commission d'enquête le 6 février) ne décrit que l'action et les méthodes violentes de la Sûreté de la police.   |
| <u>BORDAS</u>     | L'affaire S lavsky: un prétexte<br>Le déplacement du parquet de police                                      |    | Deux pages d'un dossier-débat (p. 236-237) titre "Le 6 février: querelle d'interprétation" avec une synthèse et sept documents (S Extes, une photo et un plan du "Théâtre des opérateurs...")<br>La synthèse expose les divergences des interprétations (Complot, Putsch, Emeute) et renvoie à l'analyse divergente de deux his bridiens: René Rémond, présent comme comme un his bridiens libéraux ("Le 6 février est pas un putsch, pas même une émeute, seulement une marja de action de mas...") et Claude Wittin comme un his bridiens marxiste ("d'abo n'importe la explanation en vase empogne de la garnie et... ensuite inotidier au pouvoir au nouveau B mingis qui ouvre la porte au putschisme").  |
| <u>DELAGRANGE</u> | L'affaire S lavsky: le détonateur<br>La révocation du parquet de police                                     |    | Le paragraphe in titre in interprétations contradictoires (tentative de putsch ou complot fasciste) désigne une interprétation "A chaud" qu'expatime Blum pendant les événements et reprise par Dabadier (une menace soviétique) et celle des organisations qui ont maîtres (avec une in tentation sid vestive).<br>Con tradition rapidement dépassée et résolue par le fait, la vérité est sans doute en les deux car il y a plusieurs vérités, celle des chefs des ligues-divisés et hésitants qui sans le préparer auraient pu la chance d'abord, prendre le pouvoir, celle des gauches qui prevoient un danger réel mais se désolent à la fois parce qu'elles vont en être profit et parce que telle est la pen la naturelle des hommes face à événement inattendu: ils in voquent aussitôt le complot.<br>Nous reprenons in légèrement cette façon d'his bridiens. A noter que les auteurs renvoient à la se une analyse de René Rémond (1954) carac trisée si comme "l' jugement d'un his bridiens". |

FRANCE

Aucune indication

HAÏTI

Le scandale Stavisky est présenté comme un prétexte utilisé par "les adversaires de régime" depuis janvier, mais la manifestation est organisée "pour protester contre le renvoi du général Chigge".

Aucune indication

Le lex le distingue entre L.A.F., le Francisme ou la Solidarité Française qui "révèle de remarquable fidélité pour la monarchie espagnole monarchie ou le fascisme" et les liges na les (L.P., Comité de la U) qui "vont en avant" et ne finissent par de la gauche en réalisant l'opération de 1926". La position de la gauche est traitée en quelques mots sans commentaires tendant à de coup d'Etat fasciste".

Dans son dossier deux points de vue sont mis en avant ("L'émancipation de la gauche communiste, vers la droite") à partir de deux documents iconographiques (photographie et affiche) accompagnés d'une série de questions.

HAÏTI

Explication de l'affaire Stavisky.

Le lex le distingue entre L.A.F., le Francisme ou la Solidarité Française qui "révèle de remarquable fidélité pour la monarchie espagnole monarchie ou le fascisme" et les liges na les (L.P., Comité de la U) qui "vont en avant" et ne finissent par de la gauche en réalisant l'opération de 1926". La position de la gauche est traitée en quelques mots sans commentaires tendant à de coup d'Etat fasciste".

Dans son dossier deux points de vue sont mis en avant ("L'émancipation de la gauche communiste, vers la droite") à partir de deux documents iconographiques (photographie et affiche) accompagnés d'une série de questions.

1934<sup>81</sup>, pourquoi et comment "au lendemain de l'émeute du six février 1934, la gauche se regroupe dans un réflexe de défense républicaine<sup>82</sup>"?

Inversement, les deux autres équipes d'enseignants accordent une place à l'historiographie et engagent une réflexion sur les interprétations à partir de nombreux documents (textes, affiches, photographies...). Le dossier de Bordas, après une présentation de la crise politique française des années 1932-1934 (instabilité ministérielle, développement des Ligues, affaire Stavisky...) est d'une très grande richesse. Il aborde les thèmes des Ligues, le rôle des conseillers municipaux (élément rarement évoqué dans les manuels) et pose le problème de l'interprétation avec un outil précieux: le plan du "théâtre des opérations". Nul doute que la géographie des lieux, des itinéraires soit un précieux adjuvant. Les auteurs insistent moins sur la diversité des intentions que sur le plus petit commun rassembleur: l'antiparlementarisme et la pression de la rue pour réaliser un juillet 1926 sur le terrain politique. Quant au bilan de ce qu'ils finissent par nommer émeute, ils l'apprécient en trois temps: démission de Daladier, entrée dans le cabinet Doumergue de Pétain, Laval, Marquet, Tardieu et naissance d'un front populaire antifasciste (aspect qui est présenté comme déterminant).

Le dossier Hatier entre dans un travail proposé aux élèves sur l'explication de documents afin de dégager le pourquoi de la journée, de réfléchir sur l'émeute et son interprétation et d'examiner ses résultats. Retenons de l'ensemble de la documentation l'affiche éditée par Henri de Kerillis déjà évoquée. L'analyse porte sur l'image (dénotation, connotation...), les intentions des auteurs (liaison texte-image), et ce que les auteurs appellent "la vérité" du message. Question finale posée aux élèves : "Cette présentation est-elle parfaitement conforme à la vérité?"<sup>83</sup> Ce parcours aboutit à un commentaire qu'il est intéressant de comparer avec celui de Nathan (voir fiche "les documents").

Dans la constitution du chapitre (La crise du régime politique) et du dossier, un intérêt tout particulier est porté à Daladier. Les auteurs (parmi eux Serge Berstein) s'attachent à clarifier sa fonction, son rôle avant et après l'émeute et les conditions de son départ. Six questions accompagnent le document portant sur ce dernier aspect. Elles balisent sa réflexion avant sa démission:

- Quelle est l'alternative face à laquelle se trouve Édouard Daladier?
- Quel est l'enjeu de chacune des solutions?
- Qui Daladier décide-t-il de consulter? Pourquoi?

81Document sur les majorités changeantes (1938, 1932, 1934), p.249.

82Début du chapitre sur le Front populaire, le gras du caractère reprend celui du manuel, p.284.

83Manuel Hatier, p.287.

-Quelle est la réponse des personnalités consultées? Qu'en concluez-vous?

Que faire du bagage savant interroge J.P.Courbon? Les auteurs ont ici fait un choix: ni simplification, ni caricature. Il y a ici encore quelques nuances avec le texte de Nathan:

*"Alors que la République n'est pas menacée, Daladier, pourtant investi, cède devant l'émeute et donne sa démission".*

La dernière remarque est liée au rapport entretenu entre images et textes. Les quelques photographies reproduites par les manuels renvoient surtout à une journée de manifestations et non d'affrontements (exception de l'unique photo de l'édition Belin). Seule l'affiche de est un rappel (mais bien inexact) du sang et des morts. Les manuels ont-ils consciemment effacé la violence de cette journée pour ne conserver, en accord avec le texte, que le souvenir d'une émeute avec plus de cris que de combats. Les sources abondent pourtant de photographies (voir les journaux du mois de février 34) montrant la réalité d'une nuit où les charges des manifestants succèdent à celle des gardes mobiles. La place de la Concorde, comme cela avait été le cas du boulevard Saint Germain au cours des manifestations de janvier, est pourtant le théâtre de nombreuses destructions (kiosques renversés, incendie d'un bus, incendie du ministère de la Marine...).

Comparons à titre d'exemple ces manuels actuels à celui qu'édite en 1982 Hachette. Parmi la documentation proposée sur un programme intitulé "D'une guerre à l'autre (1918-1939)", nous trouvons:

-la première page du quotidien parisien *Le Jour* ("Une émeute sanglante endeuille Paris et la France, des morts, des blessés nombreux sont tombés sous les revolvers et les mitrailleuses)

-l'affiche de *L'Écho de Paris* et le cliché (photo R.Dazy) montrant le face à face émeutiers-force de l'ordre sur la place de la Concorde.

Sous cette documentation iconographique:

-un texte de *L'Action française* qui débute par ces phrases (en caractère gras): "Paris couvert de sang. Pour étouffer la révolte des honnêtes gens, la garde mobile tire sur la foule. 50 morts. Des milliers de blessés".

Exagération et violence du discours qui donnent à cette journée un caractère sanglant et meurtrier. Une impression renforcée lorsque la journée est replacée dans la perspective d'une menace fasciste où l'on relève parmi d'autres deux documents: "Le poing final", caricature d'extrême droite (un poing violemment fermé qui écrase la chambre des députés) publié par *Le Témoin* (février 1934) et "L'appel à la violence" de Bucard paru dans *Le Franciste* ("Mon revolver est mon meilleur ami....Il me reste quelques chargeurs que je n'ai pu vider avant l'armistice. J'en donne ma parole de combattant...je suis

toujours prêt à m'en servir..").

Où sont donc passés ces clichés fixant sur la pellicule l'intensité du combat de rue? Comment et pourquoi disparaissent-ils des ouvrages scolaires? Pourquoi ne plus publier les photographies (Keystone)?:

- manifestants renversant les kiosques à journaux et s'armant de pavés (manuel Hatier 1966, p.156)
- incendie de l'autobus place de la Concorde (manuel Delagrave 1965, p.86).

Dans l'étude du six février deux films peuvent compenser ce manque d'images et donner tous les aspects d'une émeute, que les images fixes des ouvrages de 1988 ne donnent que partiellement. Il s'agit du document réalisé par la télévision suisse Les chemins de la guerre <sup>84</sup> dont une des six émissions est consacrée à la France de l'entre-deux-guerres et du montage du C.N.D.P. Les Années 30 .

Reste ce qui n'est pas la moindre des tâches à...enseigner le six février 1934. Parmi les approches possibles, retenons deux pistes de travail: la nature et la forme de cette crise politique, la réflexion sur l'interprétation d'un événement.

Dans un programme où l'enseignant et les lycéens évoquent souvent la crise, les crises, le six février est l'occasion de voir ou de reprendre cette notion (peut-être déjà modélisée à partir de la crise économique). L'objet de la séquence vise à élaborer avec les élèves un schéma explicatif où se perçoivent:

- les causes profondes (effets de la crise qui touche tardivement la France en 1931) et proches (scandales financiers, Stavisky, rôle de Chiappe...).

Causes qui expliquent cette mobilisation des classes moyennes frappées par la crise, déçues par le régime parlementaire.

- les acteurs multiples (ligues, anciens combattants, municipalité parisienne).

- la durée (le temps très court d'une journée), les lieux (un espace avec ses pôles politiques).

- l'intensité (violences des combats, armes utilisées, bilan ...).

- les conséquences immédiates (la démission du cabinet Daladier, l'arrivée de Doumergue, l'Union nationale), à l'échelle de quelques semaines (réaction des gauches, front antifasciste), au moment de la "revanche" de Vichy sur le front populaire (Philippe Pétain, révolution nationale).

Le débat sur l'interprétation fait pleinement partie de cette éducation du citoyen à laquelle l'enseignement de l'Histoire est souvent attaché. Cette réflexion peut partir de deux textes d'accroche d'historiens ou de témoins, voire

---

<sup>84</sup>Série d'émissions programmée sur M.6 en 1990.

de "unes", qui diffèrent sur l'analyse des faits. Ils posent les enjeux du cours et aident à la discussion. Dans le cas du six février, la décomposition de la journée en trois temps, en trois plans avec des lieux, des itinéraires et des affrontements clarifie les observations et invite à nuancer les jugements. Le travail sur l'interprétation des événements permet de distinguer le temps des témoins (ce que l'opinion a vécu, l'analyse qui s'est imposée, qui a créée une dynamique) et le temps de l'analyse (ce que l'événement a été sur une durée plus longue, pourquoi pensent-ils (tous?) que le six février n'a pas été un complot?).

Cette étude prépare un autre débat mené par les lycéens en Terminales sur les interprétations du 13 mai 1958<sup>85</sup>.

### ne concluons pas.....

L'étude du six février entre plus globalement dans ce retour annoncé de l'événement dans l'Histoire<sup>86</sup>. L'histoire positiviste, historisante, par son approche exagérément descriptive et psychologique, a privilégié l'événementiel (événementialiste).

L'événement apparaît certes comme un moment nodal, mais il est aussi révélateur des forces en présence, de structures, et riche de "sa gerbe d'informations sur les manières de penser et d'agir"<sup>87</sup>. Autant d'éléments qui aident à mieux comprendre la société. L'analyse de l'événement (sa connaissance, son espace, son bruit) est plus que jamais partie prenante d'une Histoire de l'immédiateté, elle tient de même une place essentielle dans les projets passionnants du C.L.E.M.I.<sup>88</sup>, qui visent à intégrer l'événement, l'actualité, dans l'enseignement de l'Histoire du Temps présent.

Yvan COMBEAU  
I.U.F.M, Université de La Réunion

---

<sup>85</sup>Parmi les nombreux dossiers des manuels, retenons celui de chez Istra, qui propose "Une grande question, un débat historique: interpréter mai 1958"

<sup>86</sup> Pierre Nora, Le retour de l'événement, in Faire de L' Histoire-Nouveaux problèmes, Tome I, Gallimard, 1974.

<sup>87</sup>G. Duby, *op. cit.*, p.27.

<sup>88</sup>Centre de Liaison de l'Enseignement et des Moyens d'Informations.